

# « La cohérence des autorités belges nous préoccupe »

ESPAGNE Le ministre des Affaires étrangères Josep Borrell remonté contre la N-VA

► Le ministre de la Défense Sander Loones (N-VA) a froissé les Affaires étrangères espagnoles.

► Josep Borrell estime que le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez fait son possible pour désamorcer la crise catalane.

ENTRETIEN

Sommes-nous à l'aune d'une nouvelle tension diplomatique avec l'Espagne ? En twittant son soutien aux dirigeants catalans emprisonnés et en grève de la faim, le ministre de la Défense Sander Loones (N-VA) s'est attiré les foudres du ministre des Affaires étrangères espagnol. Josep Borrell, de passage à Bruxelles pour une réunion des ministres de l'Otan, a disséqué pour *Le Soir* les raisons du succès de l'extrême droite aux dernières élections en Andalousie et évoqué l'évolution de la crise catalane. Tout en promettant de réclamer des explications au gouvernement belge à la suite des déclarations « inacceptables » de Sander Loones.

Sander Loones a apporté son soutien aux dirigeants indépendantistes catalans emprisonnés durant plus d'un an, estimant que la Cour constitutionnelle espagnole bloquait leur recours. Il appelle les démocraties européennes à montrer leur soutien.

Cette déclaration n'est ni amicale ni juste. Le tribunal ne bloque pas leur recours. On ne peut pas accepter sa position qui est de dire « tous les démocrates européens devraient refuser ce qu'il se passe en Espagne ». Ce monsieur est ministre de la Défense à temps

plein, non ? Nous allons demander au gouvernement belge ce qu'il pense clairement de la position de ses membres. Pour nous, le gouvernement belge est représenté par son

Premier ministre. Nous sommes préoccupés par la cohérence du gouvernement belge... mais ça, c'est surtout un problème belge.

La N-VA et les indépendantistes catalans se retrouvent dans une certaine idée du nationalisme. Au Parlement européen, la N-VA siège avec les conservateurs polonais et britanniques. Je ne voudrais pas avoir des voisins pareils...

Comment avez-vous perçu la réponse européenne à la crise catalane ?

Je pense que les indépendantistes ont trompé leurs soutiens en leur racontant que l'Union européenne allait soutenir leur demande d'autodétermination et accueillir une nation catalane à bras ouverts. C'était évident que l'UE n'allait pas accepter une partie de pays en dehors de ses normes constitutionnelles. Donc la réponse européenne était parfaitement lo-

gique et prévisible. Je pense que jusqu'à maintenant, les gens ont eu la sensation que les indépendantistes étaient majoritaires, qu'ils assimilaient le mot « catalan » à « indépendantiste ». Sauf qu'ils ne sont pas majoritaires dans le sens arithmétique du terme, ils ont l'hégémonie et beaucoup de ressort. Aujourd'hui, le gouvernement espagnol fait tout ce qu'il peut pour désamorcer la situation. Tout en restant clair : nous ne ferons rien en dehors de la constitution espagnole.

Comment avez-vous accueilli le résultat des élections en Andalousie ce dimanche ? L'arrivée

de l'extrême droite Vox, pour la première fois dans un parlement régional ?

C'est une nouveauté, c'est indéniable. Jusqu'à dimanche, nous pouvions dire que nous étions fiers de ne pas avoir de Le Pen, Orban, Salvini, Wilders en Espagne. Parce que le Parti populaire avait englouti toutes les thématiques identitaires : c'est devenu un parti avec un spectre idéologique énorme, avec des nostalgiques du franquisme, des chrétiens-démocrates, des libéraux... Peut-être parce que Franco nous avait vaccinés des positions de l'extrême droite ? L'Espagne a toujours été un pays assez centré. Et d'un coup, on se rend compte qu'on n'est pas

immunisé par rapport à l'extrême droite, que la société change.

La crise catalane a-t-elle joué un rôle de catalyseur dans le succès de l'extrême droite ?

C'est un diagnostic, pas une évidence. Le sujet de l'immigration a aussi pesé dans la balance. En Espagne, jusqu'à maintenant, il n'y avait pas vraiment de débat sur le sujet. C'est peut-être les débats qui ont lieu dans d'autres pays qui se sont importés.

Je ne pense pas que les victoires

électorales d'Orban ou de Salvini aient inspiré les Espagnols à voter pour l'extrême droite mais plutôt la réalité. Nous avons reçu 40.000 migrants sur une année, qui ont traversé le détroit de Gibraltar, la voie libyenne a été fermée, causant un déplacement vers l'Ouest. 40.000, ce n'est finalement pas beaucoup, mais les images marquent parfois plus que la réalité.

Les citoyens qui ont voté pour Vox ont-ils envoyé un « message » aux politiques comme

l'a avancé votre collègue socialiste Susana Diaz, présidente de la Junte d'Andalousie ?

Dans toute la société européenne, il y a un mouvement de fond, un état d'esprit contestataire, antisystème qui arrive aussi en Espagne. Chez nous, il s'est manifesté avec la montée de Podemos aux dernières élections européennes 2014 et aujourd'hui avec l'extrême droite. Et puis il y a la question de l'identité nationale : un nationalisme virulent local produit la montée d'un autre nationalisme.

L'année prochaine, les Espagnols sont appelés à voter aux élections européennes, municipales et régionales. Etes-vous inquiet ?

Il faut toujours prendre l'expression démocratique des gens telle qu'elle est. Nous allons devoir travailler pour expliquer quelles sont nos propositions. La politique aujourd'hui est davantage l'expression d'émotions fortes. Nous avons une tâche énorme de pédagogie politique à réaliser. Il y a deux façons de faire de la politique : en faisant peur ou en faisant comprendre. L'un demande plus d'habileté que l'autre... ■

Propos recueillis par  
MARINE BUISSON

## Un ingénieur en politique

Membre du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) depuis 1974, Josep Borrell a été nommé en juin dernier ministre des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération du gouvernement espagnol. Ingénieur de formation et docteur en sciences économiques, il a présidé le Parlement européen entre 2004 et 2007.